

« Une promesse clientéliste et politicienne, presque caricaturale »

Jean-Pierre Petit, président des Cahiers verts de l'économie

© J. P. PETIT

Que vous inspire la promesse de François Hollande de diminuer les impôts des ménages en 2016, « quoi qu'il arrive » ?

C'est une promesse clientéliste et politicienne, presque caricaturale car engagée pour ressouder la majorité avant les élections de 2017. Au plan économique, elle ne devrait pas être crédible aux yeux de beaucoup de contribuables, qui finissent par comprendre quels sont les problèmes structurels du pays. Sans compter que baisser les impôts, c'est faire preuve d'une relative indifférence par rapport à nos engagements européens et aux réalités financières. Pour simplement stabiliser la dette publique (en proportion du PIB), nous devons encore réduire les déficits. Je note par ailleurs que nous sortons à peine d'un épisode européen assez tendu, dans lequel la Grèce a failli quitter la zone euro. Or la France présente un bon nombre de faiblesses similaires (désindustrialisation, déficits publics structurels, fuite des talents, baisse de notre puissance exportatrice, incapacité de l'Etat à se réformer, baisse des standards de formation...) plutôt annonciatrices d'un scénario à la grecque à long terme. Répondre à ces défis par une annonce de cet acabit, c'est une erreur sur le fond et sur le timing. C'est d'un classicisme français consternant.

Une telle baisse peut-elle au moins relancer la consommation, en panne aujourd'hui ?

Du point de vue du cycle électoral et court-termiste, réduire les impôts dopera peut-être un peu les dépenses, tout dépend du ciblage des mesures. Mais les vrais enjeux du pays sont ailleurs. Depuis le début de la crise, la consommation privée surperforme la croissance du pays et les revenus en volume progressent. Par ailleurs, la nouvelle chute depuis trois mois du prix du baril de pétrole va redonner un peu plus de pouvoir d'achat au consommateur. La demande privée n'est pas un souci ; ce qui l'est toujours en revanche, c'est le manque de compétitivité de l'offre. Cette année, la croissance française sera probablement comprise entre 1% et 1,2% seulement, alors que nous bénéficions de quatre soutiens macro-économiques majeurs :

des taux d'intérêt au plus bas historique (lire page 5), un euro en baisse, un contre-choc pétrolier inédit depuis 35 ans, sans oublier le report d'ajustements budgétaires qui fait que cette année, notre soi-disant « austérité » ne pèsera pas sur l'activité. Les marges des entreprises remontent un peu, mais leur confiance ne s'améliore pas, ni celle des ménages d'ailleurs. La parole publique est largement décrédibilisée auprès des agents privés. En matière d'impôts, le solde reste de toute façon très négatif pour eux après toutes les hausses subies ces dernières années.

Néanmoins, en baissant ses impôts sur les ménages, la France imite un certain nombre de ses voisins...

Regardez les efforts considérables que ces pays ont accompli auparavant pour se réformer et réduire leurs dépenses publiques, en particulier le Royaume-Uni et l'Espagne, dont les performances sont largement supérieures à celles de la France. Plus personne ne croit aux baisses d'impôt sans efforts en contrepartie. A mon avis, beaucoup de contribuables français préféreraient aujourd'hui un plan crédible à moyen terme d'ajustement des dépenses publiques (à fiscalité constante), plutôt que de recevoir des promesses électoralistes et court-termistes.

Interview Muriel Motte
@murielmotte 

